

« On va avoir des difficultés à garder tous nos employés »

Le président de la fédération de l'Union Nationale des Taxis, Rachid Boujdema, était en visite en Ariège ce lundi 16 décembre. Une rencontre avec les professionnels locaux était organisée à Foix où ces derniers ont pu afficher leurs inquiétudes face au projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale fait grincer des dents les taxis ariégeois. Dans ce contexte, une vingtaine de professionnels s'est réunie à Foix, ce lundi 16 décembre, pour échanger avec le président national de l'UNT (Union Nationale des Taxis), Rachid Boujdema. Dans la salle de réunion de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Foix, l'homme à la tête de cette fédération a pris la parole pour clarifier la situation : « Le projet de loi a été abandonné avec la censure du gouvernement. Pour autant, on reste vigilants dans ces temps d'instabilité politique. Ce texte prévoyait une refonte complète du travail des taxis, avec une tarification déconectée des tarifs préfectoraux. »



Rachid Boujdema, président national de l'UNT, à la rencontre des taxis ariégeois. /DDM Damien Souillé

pour les taxis conventionnés pour le transport médical, la suppression des tarifs de nuit et des tarifs spéciaux pour les retours à vide, ainsi que la mise en place d'un forfait de prise en charge. « En Ariège, le transport sanitaire représente 86 % du chiffre d'affaires des sociétés de taxi », explique la responsable locale de l'UNT, Nathalie Basque. Cheffe d'entreprise depuis 25 ans à la tête de l'agence appaméenne, elle déplore cette situation critique : « Cela devient de plus en plus critique. Notre quotidien, c'est de se rendre à Toulouse. Muret on même

tre deux ou trois personnes dans le même taxi. On essaye de faire au mieux, mais c'est catastrophique. Notre rôle, il est aussi social. Ça peut arriver de les accompagner avec le chirurgien pour ne pas les laisser seuls. On sert un peu de famille. »

Des difficultés pour conserver les employés

En zone rurale, les déplacements sont longs pour les taxis conventionnés, avec parfois un temps d'attente conséquent. Avec une population vieillissante et une désertification marquée, les professionnels pour le futur des petites entreprises de taxis ariégeois. « Si le projet de loi de finance passe, on va avoir des difficultés à garder tous nos employés », assure Luc Amiel, installé depuis 1984 à Parniers et à la Tour-du-Crieu. Avec 17 employés dans la société qui porte son nom, le septuagénaire détaille : « Je ne sais pas comment on va faire s'ils tapent sur ce qui représente 90 % de mon chiffre d'affaires. Il faut défendre notre profession. Si habituellement un seul taxi est mis à l'arrêt en cas de grève, cette fois, l'ensemble des vé-